

JCDecaux

Rapport financier semestriel 2020

30 juillet 2020

Table des matières

Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2020	3
Communiqué financier des résultats du 1 ^{er} semestre 2020.....	3
Faits marquants du 1 ^{er} semestre 2020	11
Perspectives.....	13
Transactions avec les parties liées	14
Facteurs de risques	15
Comptes consolidés du 1^{er} semestre 2020	19
Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	19
Annexes aux comptes consolidés intermédiaires résumés.....	24
Rapport des Commissaires aux Comptes	33
Attestation de la personne responsable du rapport semestriel	34

RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{ER} SEMESTRE 2020

COMMUNIQUE FINANCIER DES RESULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE 2020

- Chiffre d'affaires ajusté en baisse de -41,6 % à 1 075,4 millions d'euros
- Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté en baisse de -40,8 %, avec un 2^{ème} trimestre en baisse de -63,4 %
- Marge opérationnelle ajustée de -61,8 millions d'euros
- Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de -258,5 millions d'euros
- Résultat net part du Groupe de -254,9 millions d'euros, incluant une charge de dépréciation de 55,9 millions d'euros
- Cash-flow disponible ajusté positif de 69,5 millions d'euros (vs. -7,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019)
- Pas d'indication trimestrielle en 2020 sur la croissance du chiffre d'affaires organique ajusté attendue en raison de la Covid-19

Paris, le 30 juillet 2020 – JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2020.

A la suite de l'application des normes IFRS 11 depuis le 1^{er} janvier 2014 et IFRS 16 depuis 1^{er} janvier 2019, et conformément aux recommandations de l'AMF, les données opérationnelles présentées ci-dessous sont ajustées :

- pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint, en ce qui concerne la norme IFRS 11,
 - pour exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).
- Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en pages 6 et 7 de ce communiqué pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.
- Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. La somme des montants arrondis ou les calculs de variations peuvent présenter des écarts non significatifs par rapport aux valeurs reportées.

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2020, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« Pendant la période de confinement lié à la Covid-19, la baisse historique temporaire des audiences urbaines et de transport ainsi que les graves incertitudes économiques inhérentes à cette crise ont amené les entreprises à immédiatement réagir et à réduire leurs investissements publicitaires dans une proportion sans précédent. Depuis les mesures de confinement levées, les audiences urbaines ont commencé à se redresser progressivement dans le Mobilier Urbain et dans l’Affichage alors que les audiences Transport demeurent encore très en retrait, notamment en aéroports.

Le chiffre d'affaires publicitaire n'a pour l'instant pas suivi le même rythme de reprise et nous constatons une différence importante entre les niveaux d'audience, qui sont dans certaines zones géographiques proches de ceux d'avant la Covid-19, et les niveaux de chiffre d'affaires qui ne reflètent pas encore la dynamique positive de retour des audiences urbaines.

Le chiffre d'affaires de notre Groupe recule de 766,9 millions d'euros pour atteindre 1 075,4 millions d'euros avec une baisse du chiffre d'affaires organique ajusté de -40,8 %, principalement au 2^{ème} trimestre 2020 (-63,4%). Notre marge opérationnelle au 1^{er} semestre 2020 diminue significativement à -61,8 millions d'euros. Si le Groupe a démarré l'année positivement, principalement dans le Mobilier Urbain (+3,9 % à fin février), sa performance a été sévèrement affectée par la pandémie de la Covid-19 à partir de mars. Des mesures immédiates et ciblées ont été prises sur les leviers opérationnels et financiers pour atténuer cette baisse et préserver notre cash, notamment, des ajustements de loyers, une gestion très rigoureuse des coûts, une réduction des investissements, un contrôle strict du besoin en fonds de roulement et l'annulation du dividende.

Notre chiffre d'affaires digital représente désormais 24,0 % du chiffre d'affaires du Groupe, en hausse de +10pb par rapport à la même période l'année dernière. Après une solide performance au 1^{er} trimestre 2020, le chiffre d'affaires digital a diminué au 2^{ème} trimestre 2020, pour afficher au 1^{er} semestre 2020 une baisse de -41,3 %.

Nous avons continué à renforcer notre position de leader mondial en finalisant l'acquisition d'une participation minoritaire dans Clear Media Limited au sein d'un consortium d'investisseurs (dont Han Zi Jing, Président Directeur Général de Clear Media, Antfin (Hong Kong) Holding Limited et China Wealth Growth Fund III L.P.). Cette décision stratégique, conjuguée à la croissance structurelle à long terme de l'industrie de la communication extérieure en Chine permettra au Groupe de sortir de cette crise dans une position renforcée.

JCDecaux a obtenu la note maximale de AAA dans le classement « Responsabilité Sociale des Entreprises » de l'agence de notation Morgan Stanley Capital International (MSCI) pour la troisième année consécutive. Ce classement confirme la solidité des pratiques RSE et de la Stratégie Développement Durable déployée par JCDecaux depuis de nombreuses années et témoigne de sa résilience à long terme aux risques environnementaux, sociétaux et de gouvernance.

En ce qui concerne l'avenir, le marché mondial de la publicité demeure très volatile avec une faible visibilité. Compte tenu du risque de nouvelles vagues de la Covid-19 et de la mise en place de nouveaux confinements localement, donner une perspective pour le 3^{ème} trimestre 2020 reste très difficile.

Enfin, je tiens à remercier l'ensemble de nos équipes dans le monde. Nos collaborateurs ont fait preuve d'un comportement exemplaire, d'un engagement et d'une solidarité hors du commun, dont des baisses de salaire, malgré les défis auxquels ils ont pu être confrontés, professionnellement et personnellement, tant pendant qu'après les périodes de confinement.

Dans un paysage des media de plus en plus fragmenté et de plus en plus digital, la communication extérieure et la communication extérieure digitale renforcent leur attractivité. En tant qu'entreprise de communication extérieure mondiale la plus digitalisée alliée à une nouvelle plateforme de vente à l'audience alimentée en données qualitatives, à notre portefeuille bien diversifié, à notre faculté à remporter de nouveaux contrats, à la solidité de notre structure financière et à la qualité de nos équipes dans le monde, nous considérons que nous sommes bien placés pour bénéficier du rebond. »

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2020 est en baisse de -41,6 % à 1 075,4 millions d'euros contre 1 842,3 millions d'euros au premier semestre 2019. En base organique (i.e. en excluant l'impact négatif lié à la variation des taux de change et l'effet négatif lié aux variations de périmètre), le chiffre d'affaires ajusté est en diminution de -40,8 %. La croissance du chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, est de -42,4 % au premier semestre 2020.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a baissé de -64,9 % à 351,9 millions d'euros, soit une croissance organique de -63,4 % par rapport au deuxième trimestre 2019. Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain et de supports publicitaires, a décliné de -65,7 % en organique au deuxième trimestre 2020.

Chiffre d'affaires ajusté

m€	S1 2020			S1 2019			Variation 20/19		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	325,5	154,4	479,9	344,3	446,3	790,6	-5,5%	-65,4%	-39,3%
Transport	281,7	141,2	423,0	368,0	409,0	777,0	-23,4%	-65,5%	-45,6%
Affichage	116,3	56,3	172,6	127,7	147,0	274,7	-9,0%	-61,7%	-37,2%
Total	723,6	351,9	1 075,4	840,0	1 002,3	1 842,3	-13,9%	-64,9%	-41,6%

Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté ^(a)

	Variation 20/19		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	-5,0%	-64,9%	-38,8%
Transport	-23,8%	-62,6%	-44,2%
Affichage	-9,5%	-61,1%	-37,1%
Total	-13,9%	-63,4%	-40,8%

(a) A périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique

m€	S1 2020	S1 2019	Croissance publiée	Croissance organique ^(a)
Asie-Pacifique	303,2	538,6	-43,7%	-41,5%
Europe ^(b)	283,9	472,9	-40,0%	-40,6%
France	189,2	300,6	-37,1%	-37,1%
Reste du Monde	108,2	208,3	-48,0%	-44,5%
Royaume-Uni	98,5	171,9	-42,7%	-42,7%
Amérique du Nord	92,5	150,0	-38,3%	-39,8%
Total	1 075,4	1,842,3	-41,6%	-40,8%

(a) A périmètre et taux de change constants

(b) Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

MOBILIER URBAIN

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2020 est en baisse de -39,3 % à 479,9 millions d'euros, -38,8 % en organique, significativement impacté par la pandémie de la Covid-19. La pandémie a touché toutes les régions à des degrés divers, en fonction de la durée des confinements. Le Reste du Monde et l'Amérique du Nord sont les zones géographiques les plus impactées.

Au premier semestre, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, diminue de -41,7 % comparé au premier semestre 2019.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a baissé de -65,4 % à 154,4 millions d'euros, soit une croissance organique de -64,9 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. Le Royaume-Uni et le Reste du Monde sont les régions les plus touchées. Alors que l'Amérique du Nord était positive au premier trimestre 2020, la région est devenue significativement négative au deuxième trimestre 2020.

Le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors ventes, locations et contrats d'entretien de mobilier urbain, a décliné de -69,1 % au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019.

TRANSPORT

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2020 est en baisse de -45,6 % à 423,0 millions d'euros, -44,2 % en organique, significativement impacté par la pandémie de la Covid-19, reflétant une baisse significative des trafics passagers aériens et des usagers dans les systèmes de transport terrestres. L'Europe (incluant la France et le Royaume-Uni) et le Reste du Monde sont les régions les plus impactées.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté diminue de -65,5 % à 141,2 millions d'euros, soit une croissance organique de -62,6 % par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière. L'Asie-Pacifique est la géographie la moins touchée.

AFFICHAGE

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2020 baisse de -37,2 % à 172,6 millions d'euros, -37,1 % en organique, significativement impacté par la pandémie de la Covid-19. La pandémie a impacté toutes les régions à des degrés divers, en fonction de la durée des confinements. Le Royaume-Uni et l'Amérique du Nord sont les régions les plus touchées, malgré une performance positive à deux chiffres en Amérique du Nord au premier trimestre 2020.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté diminue de -61,7 % à 56,3 millions d'euros. En organique, le chiffre d'affaires ajusté baisse de -61,1 % comparé à la même période l'année dernière.

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

La pandémie de la Covid-19 avec ses mesures de confinement a eu un impact considérable sur notre activité et nos marges par segment. Bien que les mesures prises par le Groupe pour flexibiliser sa structure de coûts aient permis d'absorber 52 % de la baisse de chiffre d'affaires, au premier semestre 2020, la marge opérationnelle ajustée du Groupe diminue de -120,2 % à -61,8 millions d'euros contre 306,4 millions d'euros au premier semestre 2019. La marge opérationnelle ajustée représente -5,7 % du chiffre d'affaires, soit 2 230 points de base de moins que l'année dernière.

	S1 2020		S1 2019		Variation 20/19	
	m€	% du CA	m€	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	(20,6)	-4,3%	176,1	22,3%	-111,7%	-2 660pb
Transport	(11,3)	-2,7%	107,2	13,8%	-110,5%	-1 650pb
Affichage	(30,0)	-17,4%	23,1	8,4%	-229,7%	-2 580pb
Total	(61,8)	-5,7%	306,4	16,6%	-120,2%	-2 230pb

Mobilier Urbain : Au premier semestre 2020, la marge opérationnelle ajustée diminue de -111,7 % à -20,6 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -2 660 points de base à -4,3 % par rapport au premier semestre 2019.

Transport : Au premier semestre 2020, la marge opérationnelle ajustée diminue de -110,5 % à -11,3 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -1 650 points de base à -2,7 % par rapport au premier semestre 2019.

Affichage : Au premier semestre 2020, la marge opérationnelle ajustée diminue de -229,7 % à -30,0 millions d'euros. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge opérationnelle ajustée baisse de -2 580 points de base à -17,4 % par rapport au premier semestre 2019.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

Au premier semestre 2020, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation diminue de -289,9 %, et s'établit à -258,5 millions d'euros, contre 136,1 millions d'euros au premier semestre 2019. Il représente -24,0 % du chiffre d'affaires, soit 3 140 points de base de moins qu'au premier semestre 2019 (7,4 %). La baisse est principalement due à la détérioration de la marge opérationnelle et, dans une moindre mesure, à l'augmentation des dotations aux amortissements et provisions, nets des reprises, en ligne avec nos investissements liés aux gains de nouveaux contrats significatifs et au digital au cours des 2 dernières années, ainsi que les actifs incorporels issus de l'allocation du prix d'achat d'APN Outdoor réalisée au deuxième semestre 2019. La consommation de pièces détachées de maintenance au premier semestre 2020 évolue en ligne avec la baisse d'activité.

Une dépréciation des actifs corporels et incorporels de -14,0 millions d'euros et une reprise de provisions pour perte à terminaison de +1,4 millions d'euros ont été comptabilisées au premier semestre 2020 (une dépréciation des actifs corporels et incorporels de -0,1 million d'euros et une reprise de provisions pour perte à terminaison de +3,2 millions d'euros avaient été comptabilisées au premier semestre 2019). Une charge de dépréciation sur le goodwill de -48,0 millions d'euros a été enregistrée au premier semestre 2020 en lien avec l'activité Affichage dans le Reste du Monde alors qu'aucune charge de dépréciation ne l'avait été au premier semestre 2019.

Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation est en baisse de -329,3 % à -319,2 millions d'euros comparé à 139,2 millions d'euros au premier semestre 2019.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

Au premier semestre 2020, les charges d'intérêts sur la dette de loyer IFRS 16, sont de -68,3 millions d'euros contre -83,3 millions d'euros au premier semestre 2019, une variation de 15,0 millions d'euros, venant principalement de l'effet mécanique de l'avancement des contrats.

Au premier semestre 2020, les autres charges financières nettes, hors IFRS 16 sont de -14,2 millions d'euros contre -12,7 millions d'euros au premier semestre 2019, cette variation limitée à -1,5 million d'euros correspondant principalement aux charges financières en lien avec l'émission obligataire d'1 milliard d'euros en avril 2020.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Au premier semestre 2020, le résultat des sociétés mises en équivalence est de -14,6 millions d'euros, en baisse par rapport au premier semestre 2019 (à 38,4 millions d'euros), leur activité ayant été négativement impactée par la pandémie de la Covid-19.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Au premier semestre 2020, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation diminue de -313,8 % et s'établit à -199,0 millions d'euros, contre 93,1 millions d'euros au premier semestre 2019, en raison des impacts détaillés précédemment et à un impact fiscal positif de 43,8 millions d'euros en ligne avec le résultat avant impôt négatif.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe diminue de -365,6 % à -254,9 millions d'euros comparé à 96,0 millions d'euros au premier semestre 2019.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

Au premier semestre 2020, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) ont été significativement ajustés à la baisse de -38,1 % de 136,6 millions d'euros au premier semestre 2019 à 84,5 millions d'euros. Les investissements pour poursuivre la digitalisation dans les emplacements premium et pour déployer notre plateforme de vente programmatique ont été maintenus.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2020, le cash-flow disponible ajusté est de 69,5 millions d'euros comparé à -7,8 millions d'euros au premier semestre 2019, malgré une baisse de nos flux opérationnels. Cette hausse est principalement due à une baisse significative de nos besoins en fonds de roulement avec une gestion serrée des encaissements et des paiements, et à une diminution des investissements sur la période.

DIVIDENDE

Le 25 mars 2020, JCDecaux a annoncé le retrait de sa proposition de dividende au titre de l'exercice 2019 afin de renforcer sa liquidité et son bilan, ainsi que sa flexibilité financière en réponse à la crise mondiale sans précédent causée par la pandémie de la Covid-19.

DETTE NETTE ⁽⁵⁾

La dette nette au 30 juin 2020 est en baisse par rapport à 1 316,2 millions d'euros au 30 juin 2019 à 1 178,6 millions d'euros grâce à des mesures prises par le Groupe pour compenser la baisse de chiffre d'affaires et pour préserver le cash.

DROITS D'USAGE & DETTES DE LOYERS, IFRS 16

Les droits d'usage, IFRS 16 au 30 juin 2020 sont de 3 543,2 millions d'euros comparés à 3 958,5 millions d'euros au 31 décembre 2019, soit une baisse principalement liée à l'amortissement des droits d'utilisation au cours de la période nette des droits d'usage des nouveaux contrats et renouvellements.

Les dettes de loyers, IFRS 16 ont baissé de -440,4 millions d'euros, passant de 4 596,5 millions d'euros au 31 décembre 2019 à 4 156,1 millions d'euros au 30 juin 2020, la baisse des dettes de loyers correspondant à des loyers payés et renégociés au cours de la période.

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

La norme IFRS 16, applicable depuis le 1^{er} janvier 2019, conduit à reconnaître au bilan, pour les contrats de location, une dette de location pour les loyers fixes contractuels en contrepartie d'un droit d'usage à l'actif amorti sur la durée du contrat. Au compte de résultat, la charge de loyer fixe est remplacée par l'amortissement de l'actif en résultat d'exploitation, sous la marge opérationnelle, et une charge d'intérêt sur la dette de loyer en résultat financier, sous le résultat d'exploitation. La norme IFRS 16 est sans impact sur les paiements cash mais le remboursement du principal de la dette de loyer est classé en flux de financement.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe et la lisibilité de notre performance, les données opérationnelles du reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance continuent :

- D'intégrer proportionnellement les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint ;

- D'exclure l'impact IFRS 16 sur nos contrats de location « core business » (contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires hors contrats de location immobilière et de véhicules).
Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers est en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuie donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires sont donc basés sur des données « ajustées », comparables aux données historiques, qui sont systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS.

Au premier semestre 2020, les impacts des normes IFRS 11 et IFRS 16 sur nos agrégats ajustés sont de :

- -106,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur le chiffre d'affaires ajusté (-190,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2019) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 968,6 millions d'euros (1 651,4 millions d'euros au premier semestre 2019).
- -11,2 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 567,3 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle ajustée (-53,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 567,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2019) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 494,3 millions d'euros (820,5 millions d'euros au premier semestre 2019).
- 1,0 million d'euros pour la norme IFRS 11 et 105,9 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-40,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 107,7 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2019) ; le résultat d'exploitation avant charges de dépréciation IFRS est donc de -151,6 millions d'euros (202,9 millions d'euros au premier semestre 2019).
- 1,0 million d'euros pour la norme IFRS 11 et 105,9 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-40,9 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 107,7 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2019) ; le résultat d'exploitation après charges de dépréciation IFRS est donc de -212,3 millions d'euros (206,0 millions d'euros au premier semestre 2019).
- 3,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 sur les investissements ajustés (5,5 millions d'euros pour la norme IFRS 11 au premier semestre 2019) ; les investissements IFRS sont donc de -81,0 millions d'euros (-131,1 millions d'euros au premier semestre 2019).
- -12,8 millions d'euros pour la norme IFRS 11 et 329,6 millions d'euros pour la norme IFRS 16 sur le cash-flow disponible ajusté (-1,0 million d'euros pour la norme IFRS 11 et 554,1 millions d'euros pour la norme IFRS 16 au premier semestre 2019) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 386,3 millions d'euros (545,3 millions d'euros au premier semestre 2019).

Une réconciliation complète entre les données ajustées et les données IFRS est disponible page 10 de ce communiqué.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** : Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs.
- (2) **Résultat d'exploitation** : Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** : Hors impact de charges nettes d'actualisation et de revalorisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-0,2 million d'euros au premier semestre 2020 et -2,5 millions d'euros au premier semestre 2019).
- (4) **Cash-flow disponible** : Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions.
- (5) **Dettes nettes** : Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IFRS 9 (sur la dette et les instruments financiers de couverture) et excluant les dettes locatives, IFRS 16.

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent communiqué, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

Direction de la Communication : Agathe Albertini
01 30 79 34 99 – agathe.albertini@jcdecaux.com

Relations Investisseurs : Arnaud Courtial
01 30 79 79 93 – arnaud.courtial@jcdecaux.com

DÉFINITION DE LA CROISSANCE ORGANIQUE

La croissance organique du Groupe correspond à la croissance du chiffre d'affaires ajusté hors effet de change et variation de périmètre. L'exercice de référence est inchangé par rapport aux données publiées, et la croissance organique est calculée en appliquant les taux de change moyens de l'exercice précédent au chiffre d'affaires de l'exercice en cours et en prenant en compte les variations de périmètre *pro rata temporis*, mais en incluant les variations de chiffre d'affaires liés aux gains de nouveaux contrats et aux pertes de contrats précédemment en portefeuille.

m€		T1	T2	S1
CA ajusté 2019	(a)	840,0	1 002,3	1 842,3
CA IFRS 2020	(b)	658,2	310,4	968,6
Impacts IFRS 11	(c)	65,4	41,5	106,9
CA ajusté 2020	(d) = (b) + (c)	723,6	351,8	1 075,4
Impacts de change	(e)	1,7	8,0	9,7
CA ajusté 2020 aux taux de change 2019	(f) = (d) + (e)	725,3	359,9	1 085,2
Variation de périmètre	(g)	(2,3)	7,0	4,7
CA organique ajusté 2020	(h) = (f) + (g)	723,0	366,8	1 089,8
Croissance organique	(i) = (h) / (a)	-13,9%	-63,4%	-40,8%

m€	Impact des taux de change au 30 juin 2020
BRL	4,4
AUD	3,4
HKD	(1,5)
USD	(2,2)
Autres	5,6
Total	9,7

Taux de change moyen	S1 2020	S1 2019
BRL	0,1848	0,2303
AUD	0,5961	0,6249
HKD	0,1169	0,1129
USD	0,9074	0,8851

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES AJUSTÉES ET LES DONNÉES IFRS

Compte de résultat	S1 2020				S1 2019			
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées (1)	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées (1)
Chiffre d'affaires	1 075,4	(106,9)	-	968,6	1 842,3	(190,9)	-	1 651,4
Charges d'exploitation nettes	(1 137,3)	95,7	567,3	(474,3)	(1 535,9)	137,4	567,6	(830,9)
Marge opérationnelle	(61,8)	(11,2)	567,3	494,3	306,4	(53,5)	567,6	820,5
Pièces détachées de maintenance	(12,7)	0,4	-	(12,2)	(17,6)	0,6	-	(17,0)
Amortissements et provisions (nets des reprises)	(177,9)	12,4	(461,7)	(627,2)	(155,1)	11,7	(501,7)	(645,1)
Autres produits et charges opérationnels	(6,1)	(0,6)	0,2	(6,5)	2,4	0,3	41,8	44,5
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	(258,5)	1,0	105,9	(151,6)	136,1	(40,9)	107,7	202,9
Charges nettes de dépréciation (2)	(60,6)	-	-	(60,6)	3,1	-	-	3,1
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	(319,2)	1,0	105,9	(212,3)	139,2	(40,9)	107,7	206,0

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

(2) Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint.

Tableau de flux de trésorerie	S1 2020				S1 2019			
	m€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées (2)	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	Impact IFRS 16 des sociétés contrôlées (1)
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	(151,7)	9,6	365,1	223,0	191,0	0,6	520,7	712,3
Variation du besoin en fonds de roulement	305,7	(25,9)	(35,6)	244,3	(62,2)	(7,1)	33,4	(35,9)
Flux nets des activités opérationnelles	154,0	(16,3)	329,6	467,3	128,8	(6,5)	554,1	676,4
Investissements	(84,5)	3,5	-	(81,0)	(136,6)	5,5	-	(131,1)
Cash-flow disponible	69,5	(12,8)	329,6	386,3	(7,8)	(1,0)	554,1	545,3

(1) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non-core business des sociétés contrôlées.

FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2020

Principaux contrats remportés

- **Asie-Pacifique**

En juin, JCDecaux a annoncé que sa joint-venture (JV) avec Beijing Metro Operation Co.Ltd a renouvelé et étendu le contrat d'exploitation publicitaire des 9 lignes centrales du Métro de Pékin pour 20 ans. Cette JV, dans la capitale de la Chine aux plus de 20 millions d'habitants, gère depuis son acquisition en 2006, l'exploitation publicitaire des 9 lignes centrales du métro de Pékin. À l'issue de ce renouvellement, JCDecaux aura une influence notable avec 33% de cette JV. Par ailleurs, à Hothot (ville de 2,9 millions d'habitants et capitale de la région autonome de Mongolie Intérieure), cette JV a créé une nouvelle entité détenue à 51% par la JV, et à 49% par le métro de Hothot, pour la commercialisation exclusive des 2 premières lignes de ce métro pour 15 ans : la ligne 1 qui vient d'être inaugurée et la ligne 2 qui ouvrira au 2^{ème} semestre 2020.

- **Reste du Monde**

En janvier, JCDecaux a annoncé que JCDecaux Gabon, sa filiale détenue conjointement avec le Groupe Bolloré et en partenariat avec le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS), a été choisie par ADL (Aéroport de Libreville), une filiale d'Arise Infrastructure Services, pour l'exploitation publicitaire exclusive de l'aéroport international de Libreville, au Gabon (aéroport actuel et future infrastructure).

En mai, JCDecaux a annoncé que sa filiale colombienne (détenue à 75% par JCDecaux et à 25% par Caracol Television) a remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat du mobilier urbain publicitaire de la capitale de la Colombie, Bogota (la plus grande ville du pays avec 11 millions d'habitants), pour 15 ans.

Autres événements

- **Groupe**

En janvier, JCDecaux a annoncé avoir été distingué pour son action en faveur du climat en intégrant la prestigieuse liste A dans le classement établi par le Carbon Disclosure Project (CDP), organisation internationale à but non lucratif dédiée au changement climatique, sur la base de son rapport climatique de 2018.

En mars, JCDecaux a annoncé que son Directoire, avec l'approbation de son Conseil de Surveillance, a décidé de proposer à ses actionnaires sa transformation en Société Européenne (*Societas Europaea*, SE), lors de la prochaine Assemblée Générale de la Société prévue le 14 mai 2020.

En mars, JCDecaux a annoncé le retrait de sa proposition de dividende au titre de l'exercice 2019 afin de renforcer sa liquidité, son bilan, qui est l'un des moins endettés de l'industrie de la Communication Extérieure, ainsi que sa flexibilité financière en réponse à la crise mondiale sans précédent causée par la pandémie de Covid-19.

En avril, JCDecaux a annoncé avoir placé 1 milliard d'euros d'obligations sur des maturités de 4,5 ans et 8 ans. Les marges ont été fixées à 235 et 275 points de base au-dessus du taux de swap, respectivement sur les tranches 4,5 ans et 8 ans, ce qui porte les coupons à respectivement 2,000% et 2,625%. Cette opération, qui a rencontré un franc succès avec une sursouscription de 3 fois, a été placée auprès d'investisseurs de grande qualité. Le produit de cette émission sera dédié au remboursement de dettes existantes, en particulier l'emprunt obligataire de 300 millions d'euros à échéance octobre 2020 et aux besoins généraux du groupe. Cette émission permettra également d'allonger la durée moyenne de la dette du Groupe.

En mai, JCDecaux a annoncé que le classement « Responsabilité Sociale des Entreprises » de l'agence de notation MSCI (Morgan Stanley Capital International) lui attribue la note maximale de triple A pour la troisième année consécutive. Avec ce triple A, JCDecaux se positionne dans le top 3 de la catégorie Media & Entertainment, parmi les 4% d'entreprises les mieux cotées du panel, et surpasse largement la valeur moyenne du secteur.

- **Asie-Pacifique**

En mars, JCDecaux a annoncé l'acquisition d'une participation minoritaire, au travers de sa filiale JCDecaux Innovate basée à Hong-Kong, à un consortium d'investisseurs ayant constitué un véhicule *ad hoc* afin de soumettre une offre publique d'achat conditionnelle pour acquérir la totalité des actions émises composant le capital de Clear Media Limited, cotée sur le Hong Kong Stock Exchange.

Le prix de l'offre de 7,12 dollars hongkongais par action représente un montant total de 3 857 millions de dollars hongkongais pour l'ensemble des actions de Clear Media, dont 23%, soit 887 millions de dollars hongkongais, seront financés par JCDecaux.

Le consortium est composé de M. Han Zi Jing, Président Directeur Général de Clear Media à hauteur de 40%, Antfin (Hong Kong) Holding Limited à hauteur de 30%, JCDecaux à hauteur de 23% et China Wealth Growth Fund III à hauteur de 7%.

L'offre, encore en cours au 30 juin 2020, a été clôturée le 13 juillet 2020. A l'issue de cette offre, le pourcentage de détention de Clear Media par le consortium est de 88,2%.

- **Reste de l'Europe**

En février, JCDecaux a invité la République Tchèque à engager des discussions. Il s'agit de la première étape de la procédure d'arbitrage initiée en application des traités bilatéraux d'investissement conclus entre la France, l'Autriche et la République Tchèque en 1990.

Pour mémoire, JCDecaux, par l'intermédiaire de sa filiale autrichienne Gewista, détient une participation de 70% dans la société RENCAR, anciennement filiale à 100 % de la société des transports publics de la ville de Prague (Dopravní podnik hl. m. Prahy; « DPP »), rachetée par JCDecaux en 2001. DPP et RENCAR avaient conclu un contrat de location en 1997. JCDecaux s'était acquitté de la valeur de ce contrat de location en faisant l'acquisition des parts, DPP s'étant engagée à maintenir le contrat de location.

Après 18 ans d'une collaboration fructueuse, DPP a subitement fait volte-face et souhaite annuler le contrat de location de 1997 pour une raison pour le moins absurde : le contrat serait « trop vague ». En première instance, un tribunal pragois s'est rangé à cet avis, bien que le contrat de location ait été mis en œuvre et reconduit de nombreuses fois depuis 1997, soit 22 ans, et que DPP soit dans l'obligation de maintenir ce contrat de location. Cette décision fait actuellement l'objet d'un appel. Néanmoins, DPP a d'ores et déjà autorisé des tierces parties à faire usage de ses espaces publicitaires et en a refusé l'accès à RENCAR rétroactivement, à compter du 1^{er} décembre 2019.

En conséquence, JCDecaux fait appel à la justice pour demander 40 millions d'euros à date, en réparation du préjudice établi.

PERSPECTIVES

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2020, **Jean-Charles Decaux, Président du Directoire et Co-Directeur Général de JCDecaux**, a déclaré :

« En ce qui concerne l'avenir, le marché mondial de la publicité demeure très volatile avec une faible visibilité. Compte tenu du risque de nouvelles vagues de la Covid-19 et de la mise en place de nouveaux confinements localement, donner une perspective pour le 3^{ème} trimestre 2020 reste très difficile. »

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le paragraphe 7 de l'« Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés » en page 32 rend compte des transactions avec les parties liées.

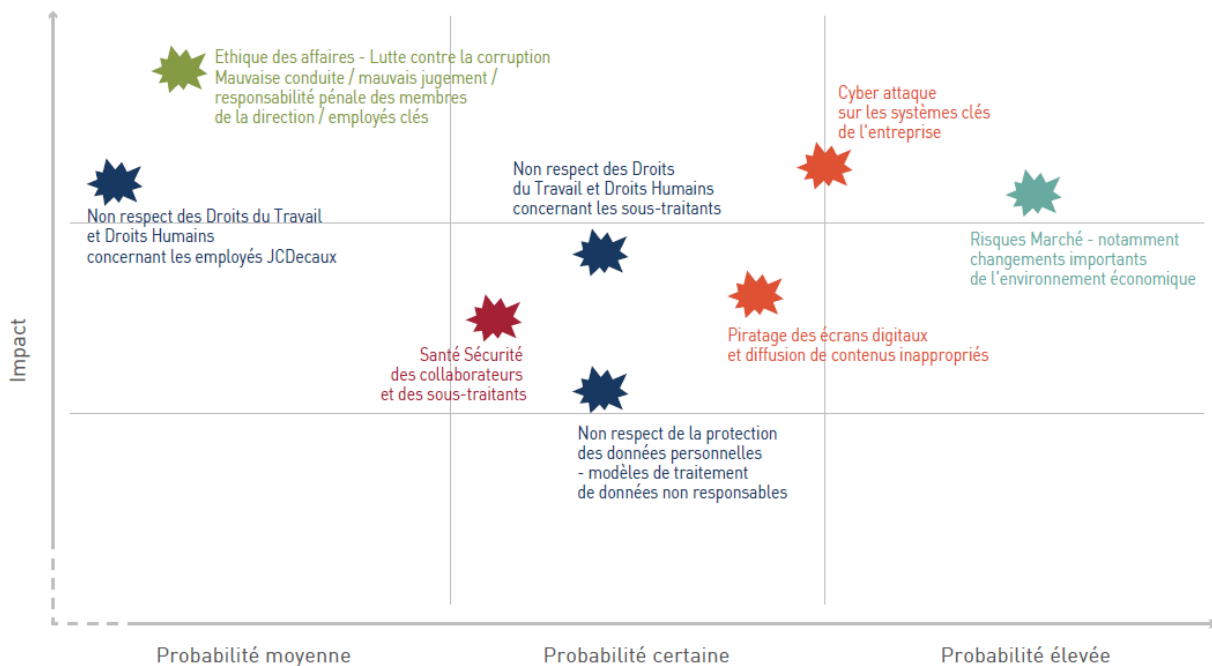
FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe est confronté à un ensemble de risques internes et externes susceptibles d'affecter la réalisation de ses objectifs, son activité ou sa situation financière.

Le Groupe hiérarchise chacun des risques identifiés puis les regroupe autour de 6 grandes familles de risque, dans lesquelles se retrouvent notamment les risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra-Financière.

- Fraude, Corruption, entente
- Conformité aux lois et réglementation
- Risques financiers
- Risques stratégiques
- Risques opérationnels
- Risques exogènes

Les principaux risques de l'entreprise sont présentés dans le graphique ci-dessous et détaillés ci-dessous :



Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère que ceux présentés sont les plus significatifs.

1. Famille : Risques de Fraude, Corruption, Entente

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques relatifs à l'éthique des affaires à diverses étapes de la chaîne de valeurs : dans les relations avec ses clients (annonceurs, agences notamment), avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport notamment) ou avec ses fournisseurs.

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière : Risques liés à la réputation du Groupe et au non-respect de l'éthique des affaires.

L'activité du Groupe est en effet très fortement liée à la qualité et l'intégrité des relations entretenues avec ses mandants (villes, collectivités territoriales, sociétés gestionnaires de transport...). La réputation du Groupe et son historique en matière d'intégrité sont des éléments essentiels à son activité et, en particulier, à son accès aux différents marchés publics et privés. La conduite éthique des affaires est aussi un enjeu important permettant de préserver la pérennité des relations avec les clients annonceurs et les partenaires du Groupe, et de maintenir sa réputation d'excellence sur le marché. JCDecaux est enfin particulièrement vigilant au respect de l'éthique des affaires dans le cadre des opérations de croissance externe, notamment dans les pays considérés comme sensibles sur le plan de la corruption.

Le Groupe a consigné, dès 2001, dans une Charte Ethique, les principes et règles éthiques à respecter dans la conduite des affaires du Groupe. Cette Charte Ethique fait l'objet d'une large diffusion auprès de l'ensemble des sociétés et des collaborateurs du Groupe.

2. Famille : Conformité aux lois et réglementation

Plusieurs risques majeurs traités au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière se retrouvent dans cette famille :

- Risque lié au non-respect des Droits Humains / Salariés

Le Groupe JCDecaux est présent dans plus de 80 pays et 24 % des ETP du Groupe se situent dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, l'ensemble des collaborateurs du Groupe doivent bénéficier du respect de leurs droits humains fondamentaux, comme énoncé dans la Charte Internationale des Valeurs Sociales Fondamentales de JCDecaux.

JCDecaux a mis en place un processus spécifique visant à déployer son Corpus de Chartes et assurer un socle de droits fondamentaux pour l'ensemble de ses collaborateurs.

- Risque lié au non-respect des Droits Humains / Fournisseurs

Les fournisseurs sont au cœur des processus qualité du Groupe. JCDecaux a fait le choix de confier la production de ses produits et solutions à des tiers de confiance. Une partie de ces fournisseurs est située dans des pays n'ayant pas ratifié l'ensemble des Conventions Fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail. Pour autant, JCDecaux demande à ses fournisseurs de se conformer à ces standards internationaux à travers son Code de Conduite Fournisseurs dont il exige la ratification.

JCDecaux a mis en place un processus spécifique visant à déployer son Corpus de Chartes et assurer un socle de droits fondamentaux pour l'ensemble de ses collaborateurs » ainsi que pour ses sous-traitants.

- Risque lié à la protection des données à caractère personnel et au non-respect de la vie privée

A l'ère du digital et de la connectivité, la donnée est au cœur des métiers de JCDecaux. Dans le cadre des activités et services délivrés par le Groupe (accès Wi-Fi, Vélos en Libre-Service, relations commerciales, organisation d'événements, sites Internet, etc.), JCDecaux est amené à collecter et à traiter des données à caractère personnel relatives à des milliers de personnes extérieures au Groupe. Il est de sa responsabilité de garantir à chacune d'entre elles la protection de sa vie privée et de ses données à caractère personnel ainsi que l'exercice des droits dont elle bénéficie, dans le respect des réglementations applicables.

Afin de réduire le risque associé au traitement non responsable ou à la violation de ces informations, JCDecaux s'est doté d'une gouvernance et d'une politique en matière de protection des données personnelles. Ce dispositif a encore été renforcé avec l'entrée en vigueur du Règlement Général sur la Protection des Données :

- une gouvernance spécifique a été mise en place : constitution d'un Comité de pilotage « RGPD », nomination de Data Protection Officer (DPO) ou Privacy Manager dans chaque filiale localisée au sein de l'UE, implication de la Direction juridique de chaque pays hors UE
- des politiques et procédures Groupe dédiées à la protection des données personnelles ont été publiées et déployées sur l'ensemble des entités ;
- des actions de formation (e-learning) ont été menées afin de sensibiliser l'ensemble du personnel à ces enjeux

D'un point de vue général concernant la famille « conformité aux lois et à la réglementation », le marché de la communication extérieure est réglementé au niveau local et national, dans la plupart des pays dans lesquels le Groupe est présent, en ce qui concerne :

- le type (affichage analogique/digital), la luminosité, la densité, la taille et l'implantation des supports publicitaires et du Mobilier Urbain en agglomération et hors agglomération : les réglementations évoluent généralement vers une diminution du nombre global de dispositifs publicitaires et/ ou une réduction de leur taille, et les autorités locales s'orientent vers une application plus stricte des réglementations existantes. Une partie des dispositifs publicitaires, notamment dans le domaine de l'affichage, pourrait ainsi à terme devoir être retirée ou repositionnée dans certains pays.
- la nature des messages publicitaires diffusés (en particulier, interdiction et/ou restriction de la publicité sur l'alcool et le tabac dans certains pays) : concernant la publicité relative aux boissons alcoolisées, la réglementation est très variable d'un pays de l'Union Européenne à l'autre, incluant l'interdiction totale d'affichage ou son autorisation uniquement sur les points de vente ou dans un périmètre limité : à titre d'exemple, en Irlande et depuis une loi publiée en octobre 2018, la publicité relative à l'alcool est interdite dans un périmètre de 200 m autour des écoles et crèches ainsi que dans les transports publics ; cependant, la majorité des Etats de l'Union a adopté des mesures législatives simplement restrictives réglementant le contenu, la présentation et/ou les périodes de diffusion autorisées de certaines publicités. En dehors de l'Union Européenne, la publicité relative aux boissons alcoolisées est également réglementée.

3. Famille : Risques financiers

Par son activité, le Groupe peut être plus ou moins exposé à des risques financiers (notamment le risque de liquidité et de financement, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et les risques induits par la gestion financière, en particulier le risque de contrepartie). Le principal risque identifié sur cette famille est le Risque lié à la conjoncture économique.

En cas de récession mondiale, le secteur de la publicité et de la communication est susceptible de subir plus fortement les variations d'activité du fait d'une possible réduction générale du budget communication des annonceurs.

Le Groupe doit en outre faire face au caractère cyclique du marché de la publicité. Notre secteur d'activité est fortement lié à l'évolution du PIB des pays dans lesquels le Groupe est présent. Une accélération ou un ralentissement significatif

de l'activité économique d'un pays peut impacter substantiellement le niveau d'activité, et donc le chiffre d'affaires du Groupe.

La présence du Groupe sur des marchés géographiquement diversifiés permet de minimiser les effets d'une éventuelle baisse générale du secteur du fait de réactions disparates et décalées des marchés des pays dans lesquels il est implanté.

La Direction Générale et la Direction financière du Groupe demeurent particulièrement attentives aux structures de coûts et adoptent des plans d'action pour maintenir le niveau de rentabilité du Groupe.

4. Famille : Risques stratégiques

Par son activité, le Groupe peut être confronté à plusieurs risques stratégiques (notamment la dépendance à l'égard des dirigeants, l'attractivité de la marque employeur ou la capacité à adresser les changements de business model).

Les 2 principaux risques concernant cette famille sont les suivants :

- Risque de piratage digital des mobiliers et de diffusion de contenu inapproprié

Présent dans 80 pays, JCDecaux opère du digital dans 47 d'entre eux par l'intermédiaire de près de 30 000 mobiliers actifs. Pour le Groupe, toute tentative externe ou interne d'accéder aux écrans numériques de ces mobiliers dans le but de diffuser des messages non contrôlés est un risque majeur, susceptible d'impacter ses résultats comme d'affecter sa réputation et sa capacité à proposer une offre numérique crédible aux clients annonceurs. Avec des effets d'autant plus graves que les messages diffusés sont offensants et néfastes. Dans un contexte de numérisation croissante des activités, la sécurisation de l'accès au réseau, aux systèmes informatiques et aux données du Groupe est une priorité afin de protéger la valeur de l'entreprise.

JCDecaux a mis en place depuis plusieurs années une politique IT complète pour se prémunir du risque de tentatives de piratage de son contenu numérique. Sous la responsabilité Corporate de la Direction des Infrastructures, une politique robuste de sécurité informatique a été mise en place, avec le déploiement de principes d'architecture, d'un outil de monitoring, de procédures, de plans d'action et d'une batterie d'outils (contrôles, tests de vulnérabilité...) pour assurer la sécurité digitale pour couvrir l'ensemble des risques identifiés.

- Risque d'attaque informatique sur les systèmes clés de l'entreprise

Le Groupe s'appuie sur des systèmes d'information complexes supportant ses activités commerciales, industrielles et de gestion. Les principaux risques sont liés à l'intégrité et au maintien de la capacité opérationnelle de ces systèmes.

Les systèmes d'informations du Groupe font l'objet de protections à plusieurs niveaux : les centres informatiques sont sécurisés, les accès aux logiciels contrôlés, les systèmes d'affichage audités. Ces protections concernent notamment la plateforme informatique en charge de la préparation et de la diffusion des campagnes publicitaires digitales. Cette plateforme s'appuie sur un réseau privé et est opérée par les équipes JCDecaux conformément à des règles strictes de contrôle et d'audit de bout en bout des accès. Elle est surveillée 24h/24 et 7j/7 afin de détecter puis de traiter en temps réels les éventuelles anomalies de fonctionnement. Par ailleurs, des plans de reprise d'activité visant à garantir la continuité des opérations du Groupe sont testés plusieurs fois par an. En outre, afin d'améliorer de façon continue la sécurité des systèmes informatiques et limiter les conséquences d'éventuels dysfonctionnements sur les métiers du Groupe, les différents risques (sinistre affectant les centres informatiques, défaillance d'équipements, de moyens en télécommunication, manquements aux règles de sécurité, erreurs humaines, ...) sont régulièrement évalués. Ces évaluations donnent lieu au renforcement des moyens mis en place et/ou au développement de nouvelles protections permettant d'améliorer la lutte contre les tentatives d'intrusion, la divulgation d'informations confidentielles, la perte ou l'altération de données, la perte de traçabilité, etc.

5. Famille : Risques opérationnels

Dans cette famille, le Groupe a identifié les risques opérationnels liés à ces différentes activités (notamment lors de la vente d'espaces publicitaires ou lors des activités d'affichage, d'entretien et de maintenance).

Le principal risque relatif à cette famille est un risque traité au titre de la Déclaration de Performance Extra Financière : Risques liés à la Santé Sécurité des collaborateurs et sous-traitants.

JCDecaux réunit plus de 400 métiers différents, de la conception du mobilier urbain à la commercialisation des espaces publicitaires, en passant par l'entretien et la maintenance des mobiliers et dispositifs publicitaires. Le personnel opérationnel et de terrain, qui représente environ 51 % de l'effectif total du Groupe en 2019, est plus exposé aux risques d'accidents et incidents, de par ses activités. Ces dernières peuvent inclure le travail en hauteur, l'usage d'électricité ou la proximité d'équipement électriques, la conduite routière ou la proximité de routes ou voies ferrées, le travail dans des lieux où la « concentration » du public est forte (aéroports, gares, métros, trottoirs...).

JCDecaux a mis en place une Politique Santé-Sécurité Groupe.

6. Famille : Risques exogènes

Cette famille regroupe l'ensemble des risques liés à des catastrophes naturelles ou liés à des facteurs externes d'ordre social ou politique ou épidémiologique : en effet, du fait de son implantation dans de très nombreux pays, le Groupe peut par exemple subir les effets d'une période d'instabilité économique ou politique.

La crise relative à la Covid-19, du fait notamment de sa forte prévalence en Chine et à Hong Kong à partir de février 2020 puis de son expansion dans plusieurs géographies du Groupe à partir de mars 2020, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique Latine, impacte significativement le Groupe, en termes de sécurité de ses collaborateurs, d'organisation de sa Supply Chain, d'audience et au final de performances commerciales.

Pendant la période de confinement lié à la Covid-19, les entreprises ont immédiatement réagi et réduit leurs investissements publicitaires dans une proportion sans précédent à l'image de la baisse historique temporaire des audiences urbaines ainsi que des graves incertitudes économiques. Depuis les mesures de confinement levées, les audiences urbaines ont commencé à se redresser progressivement dans le Mobilier Urbain et dans l’Affichage alors que les audiences Transport demeurent encore très en retrait, notamment en aéroports.

Le chiffre d'affaires publicitaire n'a pour l'instant pas suivi le même rythme de reprise et nous constatons une différence importante entre les niveaux d'audience, qui sont dans certaines zones géographiques proches de ceux d'avant la Covid-19, et les niveaux de chiffre d'affaires qui ne reflètent pas encore la dynamique positive de retour des audiences urbaines.

Ainsi, le Groupe a dû prendre une série de mesures, dans le cadre d'un plan de continuité des affaires, de façon d'une part à protéger la santé et la sécurité de ses collaborateurs, mais d'autre part à assurer, dans la mesure du possible, les engagements pris vis-à-vis de ses annonceurs et de ses mandants.

Alors que la santé et la sécurité de nos collaborateurs demeurent notre priorité absolue, nous avons mis en œuvre des mesures supplémentaires pour atténuer l'impact négatif de cette crise, notamment une réduction des dépenses discrétionnaires et des investissements ainsi que l'introduction de mesures d'activité partielle, la réduction des heures de travail des collaborateurs et des réductions volontaires de salaire. Toutes les parties prenantes démontrent leur soutien pendant cette crise sans précédent, et nous nous félicitons de la décision rapide de certains aéroports, villes et autorités de transport dans le monde d'aider les concessionnaires. Cela inclut, par exemple, un ajustement des minimum garantis, l'ajustement de la base de calcul du loyer et / ou du pourcentage de partage des revenus.

Pour le second semestre 2020, le Groupe reste soumis aux facteurs de risques habituels et propres à son activité tels que décrit ci-dessus.

COMPTES CONSOLIDÉS DU 1^{ER} SEMESTRE 2020**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS****ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE****Actifs**

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2020	31/12/2019
Goodwill		1 691,4	1 779,0
Autres immobilisations incorporelles		560,7	612,5
Immobilisations corporelles		1 299,2	1 394,7
Droits d'utilisation	§ 4.2	3 543,2	3 958,5
Titres mis en équivalence		438,6	452,3
Autres actifs financiers	§ 4.3	176,7	75,8
Instruments financiers dérivés	§ 4.6	0,0	0,1
Impôts différés actif		142,2	122,7
Créances d'impôts sur les sociétés		0,9	1,4
Autres créances		3,6	17,1
ACTIFS NON COURANTS		7 856,6	8 414,1
Autres actifs financiers	§ 4.3	3,6	4,5
Stocks		223,7	175,1
Instruments financiers dérivés	§ 4.6	3,1	1,1
Clients et autres débiteurs	§ 4.4	666,9	1 021,5
Créances d'impôts sur les sociétés		46,2	34,5
Actifs financiers de trésorerie	§ 4.6	58,3	83,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 4.6	1 742,2	149,8
ACTIFS COURANTS		2 743,9	1 470,0
TOTAL DES ACTIFS		10 600,4	9 884,1

Capitaux propres et passifs

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2020	31/12/2019
Capital	3,2	3,2
Primes	608,5	608,5
Réserves consolidées	1 773,1	1 510,2
Résultat net part du Groupe	-254,9	265,5
Autres éléments des capitaux propres	-242,2	-155,9
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	1 887,7	2 231,5
Participations ne donnant pas le contrôle	11,7	36,8
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 4.5 1 899,4	2 268,3
Provisions	344,7	360,1
Impôts différés passif	104,2	132,1
Dettes financières	§ 4.6 2 183,3	753,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.7 105,0	104,8
Dettes locatives	§ 4.8 3 201,0	3 564,3
Autres créditeurs	15,2	22,0
Passifs d'impôt exigible	0,0	0,0
Instruments financiers dérivés	§ 4.6 0,0	0,0
PASSIFS NON COURANTS	5 953,5	4 936,5
Provisions	54,8	58,3
Dettes financières	§ 4.6 770,9	595,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	§ 4.7 4,6	4,6
Instruments financiers dérivés	§ 4.6 0,6	3,3
Dettes locatives	§ 4.8 955,1	1 032,3
Fournisseurs et autres créditeurs	895,3	930,7
Passifs d'impôt exigible	39,0	46,9
Concours bancaires	§ 4.6 27,3	7,4
PASSIFS COURANTS	2 747,6	2 679,3
TOTAL DES PASSIFS	8 701,0	7 615,7
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	10 600,4	9 884,1

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2020	1er semestre 2019
CHIFFRE D'AFFAIRES	§ 4.9	968,6	1 651,4
Coûts directs d'exploitation		-253,6	-556,3
Coûts commerciaux, généraux & administratifs		-220,7	-274,6
MARGE OPÉRATIONNELLE	§ 4.10	494,3	820,5
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-639,8	-642,0
Perte de valeur des goodwill		-48,0	0,0
Pièces détachées maintenance		-12,2	-17,0
Autres produits opérationnels		11,0	55,4
Autres charges opérationnelles		-17,5	-10,9
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	§ 4.11	-212,3	206,0
Charges d'intérêts sur loyers IFRS 16		-68,3	-83,3
<i>Produits financiers</i>		2,0	2,7
<i>Charges financières</i>		-16,4	-17,9
Résultat financier hors IFRS 16		-14,3	-15,2
RÉSULTAT FINANCIER	§ 4.12	-82,7	-98,5
Impôts sur les bénéfices	§ 4.13	43,8	-35,2
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.14	-14,6	38,4
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		-265,8	110,7
Résultat des activités abandonnées		0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		-265,8	110,7
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	§ 4.15	-10,8	14,7
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		-254,9	96,0
Résultat de base par action (en euros)		-1,198	0,451
Résultat dilué par action (en euros)		-1,198	0,451
Nombre moyen pondéré d'actions		212 750 443	212 843 450
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)		212 750 443	212 889 680

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En millions d'euros</i>		1er semestre 2020	1er semestre 2019
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		-265,8	110,7
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽¹⁾		-81,4	4,7
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		-0,8	-0,2
Couverture des flux de trésorerie		0,2	-0,3
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		0,0	0,3
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-5,4	3,9
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		-87,5	8,4
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		-5,0	-9,1
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		0,8	2,4
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt)		-1,5	-0,1
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-5,7	-6,8
Total des autres éléments du résultat global		-93,2	1,6
RÉSULTAT GLOBAL		-358,9	112,3
<i>- Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>		-17,7	15,0
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		-341,2	97,3

(1) Sur le premier semestre 2020, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement -17,0 millions d'euros sur le Mexique, -14,3 millions d'euros sur le Brésil, -13,9 millions d'euros sur l'Afrique du Sud, -13,0 millions d'euros sur le Royaume-Uni et -13,0 millions d'euros sur l'Australie. Ils comprennent également le recyclage d'écarts de conversion en résultat pour -1,3 million d'euros suite aux variations de périmètre.
Sur le premier semestre 2019, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement +2,7 millions d'euros sur le Mexique.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2019

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2018 ⁽¹⁾	3,2	606,4	0,0	1 634,4	1,7	-0,1	-115,7	0,9	-53,7	0,8	-166,2	2 077,9	30,9	2 108,8
Augmentation / Diminution de capital ⁽²⁾		1,8		0,0								1,8	0,4	2,2
Rachat d'actions propres			-1,0									-1,0	0,0	-1,0
Distributions de dividendes				-123,4								-123,4	-9,6	-133,0
Paiements en actions		0,1										0,1	0,0	0,1
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾												0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre				-0,5			0,4				0,4	-0,1	2,5	2,4
Résultat de l'ensemble consolidé				96,0								96,0	14,7	110,7
Autres éléments du Résultat global							8,2		-6,9		1,3	1,3	0,3	1,6
Résultat global	0,0	0,0	0,0	96,0	0,0	0,0	8,2	0,0	-6,9	0,0	1,3	97,3	15,0	112,3
Autres				-0,1								-0,1	-0,2	-0,3
Capitaux propres au 30 Juin 2019	3,2	608,3	-1,0	1 606,4	1,7	-0,1	-107,1	0,9	-60,6	0,8	-164,5	2 052,5	39,0	2 091,5

(1) Inclut une régularisation des comptes proforma 2018 au titre d'IFRS 16.

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux SA suite aux levées de stock-options et augmentations et diminutions de capital des sociétés contrôlées.

(3) Il n'y a pas sur le premier semestre 2019 de nouvel engagement ou d'exercice d'engagements d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -2,5 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2020

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère											Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres	Total Autres éléments			
Capitaux propres au 31 décembre 2019	3,2	608,5	-0,6	1 776,4	0,9	-0,1	-100,2	0,9	-58,2	0,8	-155,9	2 231,5	36,8	2 268,3
Augmentation / Diminution de capital												0,0	0,0	0,0
Variation d'actions propres ⁽¹⁾			-2,3	-0,6								-3,0	0,0	-3,0
Achat			-15,5									-15,5		-15,5
Vente			13,1	-0,6								12,5		12,5
Distributions de dividendes												0,0	-8,5	-8,5
Paiements en actions												0,0	0,0	0,0
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽²⁾												0,0	0,0	0,0
Variations de périmètre				0,1			0,0				0,0	0,1	0,9	1,1
Résultat de l'ensemble consolidé				-254,9								-254,9	-10,8	-265,8
Autres éléments du Résultat global					0,2		-80,7		-5,7	0,0	-86,3	-86,3	-6,9	-93,2
Résultat global	0,0	0,0	0,0	-254,9	0,2	0,0	-80,7	0,0	-5,7	0,0	-86,3	-341,2	-17,7	-358,9
Autres				0,1			0,0				0,0	0,1	0,1	0,2
Capitaux propres au 30 Juin 2020	3,2	608,5	-3,0	1 521,1	1,0	-0,1	-180,9	0,9	-63,9	0,8	-242,2	1 887,7	11,7	1 899,4

(1) Variation des actions propres de JCDecaux SA dans le cadre du contrat de liquidité mis en place en mai 2019.

(2) Il n'y a pas sur le premier semestre 2020 de nouvel engagement ou d'exercice d'engagements d'achat. Par ailleurs, les effets de revalorisation et d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle pour -0,2 million d'euros sur le premier semestre 2020.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat net avant impôts	-309,6	145,9
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 4.14 14,7	-38,4
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	15,8	53,7
Charges liées aux paiements en actions	0,0	0,1
Gains et pertes sur contrats de location	-158,4	-41,6
Dotations nettes aux amortissements et provisions	691,3	640,6
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	-1,0	-8,1
Charges nettes d'actualisation	1,2	4,7
Intérêts financiers nets & charges d'intérêts sur loyers IFRS 16	78,2	88,5
Dérivés financiers, résultat de change, coût amorti et autres	-5,7	2,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	244,3	-35,9
Variation des stocks	-51,0	-56,8
Variation des clients et autres créances	334,0	8,8
Variation des fournisseurs et autres dettes	-38,8	12,1
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	570,7	811,7
Intérêts payés sur loyers IFRS 16	-72,3	-74,2
Intérêts financiers payés	-10,7	-11,5
Intérêts financiers reçus	1,9	2,1
Impôt sur le résultat payé	-22,3	-51,7
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	467,3	676,4
Décassements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-111,1	-140,5
Décassements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽¹⁾	-5,2	-0,8
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-105,1	-1,1
Total Investissements	-221,3	-142,4
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	30,1	9,4
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée ⁽¹⁾	0,0	1,0
Cessions d'autres immobilisations financières	3,0	3,8
Total Désinvestissements	33,1	14,2
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-188,2	-128,2
Distribution mise en paiement	-8,5	-133,0
Rachat d'actions propres	-15,5	-1,0
Décassements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	0,0	-2,9
Remboursement d'emprunts à long terme	-85,5	-28,9
Remboursement des dettes locatives	-329,6	-554,1
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de trésorerie	26,0	24,6
Besoin de trésorerie (Financement)	-413,0	-695,3
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	0,0	4,7
Vente d'actions propres	12,5	-
Augmentation des capitaux propres	0,9	2,2
Augmentation des emprunts à long terme	1 699,1	176,6
Dégagement de trésorerie (Financement)	1 712,6	183,5
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	1 299,6	-511,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	1 578,7	36,4
Trésorerie nette d'ouverture	142,4	88,0
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-6,2	0,9
Trésorerie nette de clôture ⁽²⁾	1 714,9	125,3

(1) Dont aucune trésorerie nette acquise et cédée sur le 1er semestre 2020 et sur le 1er semestre 2019.

(2) Dont 1 742,2 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 27,3 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2020 contre respectivement 132,3 millions d'euros et 7,0 millions d'euros au 30 juin 2019.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

FAITS MARQUANTS

Dans le contexte de la crise mondiale sans précédent causée par la pandémie de Covid-19, le Groupe a été fortement impacté par les confinements globaux ou partiels que la crise a entraînés dans le monde. Alors que le modèle économique du Groupe repose sur la délivrance d'audiences aux annonceurs, le confinement implique une forte chute des trafics piétons et automobiles ainsi que du nombre de passagers dans les métros et gares et les aéroports.

Pour résister à cette conjoncture inédite, en fonction des pays et dans le respect des consignes locales, des mesures ont été mises en œuvre pour atténuer l'impact négatif de cette crise, notamment la réduction de la base de coûts, un programme d'investissements revu à la baisse, ainsi que l'introduction de mesures d'activité partielle grâce aux mesures gouvernementales, la réduction des heures de travail des collaborateurs, les mesures nécessaires pour permettre le télétravail ainsi que des réductions volontaires de salaire. Les membres du Directoire ainsi que le Conseil de Surveillance ont décidé de réduire leurs rémunérations 2020 respectivement de 25 % et de 20%. Le Groupe bénéficie également de la décision rapide de certains aéroports, villes et autorités de transport dans le monde d'aider les concessionnaires. Cela inclut, par exemple, la suspension de l'obligation de paiement de minimum garanti annuel, l'ajustement de la base de calcul du loyer et / ou du pourcentage de partage des revenus.

Le Groupe a également mis en place des mesures de renforcement de sa liquidité et sa flexibilité financière. A la suite de sa décision de retirer la proposition de dividende 2019, le Groupe a ainsi réalisé des émissions obligataires pour 1 milliard d'euros pour des durées de 4,5 ans et 8 ans, a émis un prêt bancaire à terme de 150 millions d'euros remboursable en avril 2025 et a étendu d'un an la maturité de sa ligne de crédit à juillet 2025.

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2020, arrêtés par le Directoire du 24 juillet 2020, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire » et ont fait l'objet d'un examen limité par les auditeurs du Groupe.

S'agissant de comptes résumés, les comptes consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés résumés semestriels 2020 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_fr.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 :

- Les modifications d'IAS 1 et d'IAS 8 « Définition du terme significatif » ;
- Modification des références au cadre conceptuel dans les normes ;
- Les modifications d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 1 » ;
- Les modifications d'IFRS 3 « Définition d'une entreprise ».

L'application de ces amendements, interprétations et normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

Le Groupe n'a pas appliqué l'amendement à la norme IFRS 16 « Allègements de loyers liés à la Covid-19 » applicable par anticipation au 1^{er} janvier 2020 mais non encore adoptée par l'Union Européenne et qui consiste à comptabiliser la baisse de la dette locative consécutive aux allègements de loyers en résultat. Le Groupe a donc comptabilisé cette baisse en application de la norme IFRS 9.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2020.

1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels**1.3.1. Utilisation d'estimations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés résumés du premier semestre 2020 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité du marché publicitaire et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques.

1.3.2. Tests de perte de valeur

En raison des conditions économiques défavorables au 30 juin 2020 en lien avec la crise sanitaire de la Covid-19 et de la baisse significative du chiffre d'affaires qui en a résulté, un test de perte de valeur a été mené sur les immobilisations corporelles, incorporelles et les droits d'utilisation ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence, conformément aux dispositions d'IAS 36.

▪ Actifs testés

Pour la clôture semestrielle, les tests de perte de valeur ont été réalisés sur les actifs les plus sensibles à une baisse d'activité identifiés lors des tests effectués au 31 décembre 2019, ainsi que sur l'UGT mondiale aéroports et les sociétés mises en équivalence dont l'activité principale est aéroportuaire, du fait de l'effet particulièrement négatif de la pandémie de Covid-19 sur le trafic aérien et sur l'activité des aéroports.

▪ Taux utilisés

Les pays sont répartis en cinq zones en fonction du risque associé à chaque pays, et à chaque zone correspond un taux d'actualisation spécifique s'échelonnant de 6,5 % à 17,5 %, pour la zone présentant le plus de risque. Le taux après impôt de 6,5 % en 2020 (contre 6,0 % en 2019), est utilisé notamment en Europe Occidentale (hors Espagne, Portugal, Italie et Irlande), en Amérique du Nord, au Japon, à Singapour, en Corée du Sud et en Australie. Ces taux d'actualisation ont été augmentés de 50 points de base entre décembre 2019 et juin 2020, cette hausse reflétant l'augmentation générale du risque de marché, les risques spécifiques liés à la crise sanitaire et économique étant pris en compte dans les flux de trésorerie attendus.

▪ Valeurs recouvrables

Pour la clôture semestrielle, les valeurs recouvrables ont été déterminées pour le second semestre 2020 à partir des objectifs budgétaires opérationnels intégrant la crise sanitaire et économique, puis se sont fondées sur l'hypothèse d'un retour en 2022 au niveau d'activité et de rentabilité de 2019 pour les UGT et groupements d'UGT de Mobilier Urbain et d'Affichage, et d'un retour en 2023 au niveau d'activité et de rentabilité de 2019 pour l'UGT mondiale aéroports, ainsi que pour les sociétés mises en équivalence dont l'activité principale est aéroportuaire. Concernant l'UGT Affichage Reste du Monde, les valeurs recouvrables ont été déterminées à partir de business plans spécifiques élaborés en collaboration avec les directions opérationnelles des sociétés qui composent cette UGT et qui montrent une dégradation de l'activité et de la rentabilité par rapport aux hypothèses retenues dans le cadre du test effectué fin 2019.

Le résultat de ces tests de perte de valeur est commenté au paragraphe 4.1 « Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles, les droits d'utilisation et les titres mis en équivalence ».

1.3.3. Réductions de loyers IFRS 16 dans le contexte de l'épidémie de Covid-19

Dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19 le Groupe a négocié avec ses concédants des réductions de loyers fixes ou minimums garantis sans contrepartie ni modification des autres termes du contrat.

Le Groupe a comptabilisé la baisse de la dette locative consécutive à ces réductions dans la marge opérationnelle en résultat en application de la norme IFRS 9. L'extinction de la dette comptabilisée en résultat est retraitée dans les flux opérationnels du tableau de flux de trésorerie.

1.3.4. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.5. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2020 est de 1,5 % pour le Royaume-Uni (contre 1,95 % au 31 décembre 2019) et de 0,8 % pour la zone Euro (comme au 31 décembre 2019). Le taux d'actualisation moyen des provisions pour démontage est de 0,74 % (contre 0,71 % au 31 décembre 2019) et le taux d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, pour le principal engagement du Groupe, est de 0,42 % (contre 0,4 % au 31 décembre 2019).

2. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**2.1. Principaux mouvements de périmètre**

Les principales variations de périmètre intervenues sur le premier semestre 2020 sont les suivantes :

Entrée de périmètre

La société City Lead Development Ltd détenue à hauteur de 23% par JCDecaux Innovate (Chine) est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Cette société constitue le consortium d'investisseurs qui a procédé à l'acquisition de Clear Media, filiale de Clear Channel Outdoor cotée à Hong Kong, annoncée le 31 mars 2020, et sur laquelle le consortium n'a pas d'influence notable au 30 juin 2020.

Variations du pourcentage de détention

Le 27 avril 2020, le pourcentage de droits financiers de Top Result Promotion Ltd (Chine) dans la société Beijing Top Result Metro Advertising Co. Ltd (Chine), dont le contrat d'exploitation publicitaire des 9 lignes centrales du Métro de Pékin a été renouvelé et étendu pour 20 ans, est diminué de 57 % conformément au contrat avec le partenaire. Cette société, auparavant détenue en contrôle conjoint et mise en équivalence à 90%, est désormais détenue à 33 % avec influence notable et reste consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

2.2. Effets des acquisitions

Le Groupe n'a procédé à aucune prise de contrôle sur le premier semestre 2020.

3. INFORMATION SECTORIELLE

Pour mesurer la performance opérationnelle du Groupe et éclairer les dirigeants sur leur prise de décision en cohérence avec les données historiques, l'information sectorielle est ajustée de :

- L'impact de la norme IFRS 11 : les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO),
- De l'impact de la norme IFRS 16 pour ce qui concerne les contrats de location d'emplacements destinés à des structures publicitaires (contrats « core business ») hors contrats de location immobilière et véhicules.

En conséquence, conformément à IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont dites ajustées. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises et où les loyers « core business » font l'objet d'une comptabilisation selon IFRS 16.

3.1. Informations relatives aux secteurs opérationnels**3.1.1. Sur le premier semestre 2020**

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2020 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	479,9	423,0	172,6	1 075,4
Marge opérationnelle	-20,6	-11,3	-30,0	-61,8
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	-137,0	-56,9	-125,3	-319,2
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	68,7	9,3	6,4	84,5

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 943,4 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 132,0 millions d'euros.

(2) Dont une dotation nette relative aux tests de perte de valeur de -60,6 millions d'euros : 0,3 million d'euros en Mobilier Urbain, 0,5 million d'euros en Transport et -61,4 millions d'euros en Affichage.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées ⁽¹⁾	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS 16 ⁽³⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 075,4	-106,9		968,6
Marge opérationnelle	-61,8	-11,2	567,3	494,3
Résultat d'exploitation	-319,2	1,0	105,9	-212,3
Investissements corporels et incorporels nets	84,5	-3,5		81,0

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +28,5 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -25,9 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -106,9 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -114,0 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +7,2 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 968,6 millions d'euros.

L'impact de +567,3 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +105,9 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +567,3 millions d'euros dans la marge opérationnelle, -459,5 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +0,2 million d'euros de plus et moins-values sur fin de contrat, -11,0 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +8,9 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

3.1.2. Sur le premier semestre 2019

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels sur le 1^{er} semestre 2019 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	790,6	777,0	274,7	1 842,3
Marge opérationnelle	176,1	107,2	23,1	306,4
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	74,5	70,5	-5,8	139,2
Investissements corporels et incorporels nets ⁽³⁾	110,0	14,5	12,1	136,6

(1) Dont chiffre d'affaires publicitaire de 1 660,0 millions d'euros et chiffre d'affaires non publicitaire de 182,3 millions d'euros.

(2) Dont une reprise nette relative aux tests de perte de valeur de 3,1 millions d'euros : 0,6 million d'euros en Mobilier Urbain et 2,5 millions d'euros en Transport.

(3) Décaissements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des encaissements sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées ⁽¹⁾	Impact des coentreprises ⁽²⁾	Impact IFRS 16 ⁽³⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 842,3	-190,9		1 651,4
Marge opérationnelle	306,4	-53,5	567,6	820,5
Résultat d'exploitation	139,2	-40,9	107,7	206,0
Investissements corporels et incorporels nets	136,6	-5,5		131,1

(1) Y compris l'impact d'IFRS 16 sur les contrats non core business (dont +27,4 millions d'euros liés à l'annulation des loyers et -24,4 millions d'euros d'amortissement des droits d'utilisation).

(2) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(3) Impact d'IFRS 16 sur les loyers core business des sociétés contrôlées.

L'impact de -190,9 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -200,6 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises et +9,7 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises, ramenant ainsi le chiffre d'affaires IFRS à 1 651,4 millions d'euros.

L'impact de +567,6 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur la marge opérationnelle correspond à l'annulation des loyers et redevances core business des sociétés contrôlées. L'impact de +107,7 millions d'euros de la norme IFRS 16 sur le résultat d'exploitation se décompose en +567,6 millions d'euros d'annulation des loyers et redevances dans la marge opérationnelle, -499,8 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation, +41,8 millions d'euros de plus et moins-values

sur fin de contrat, -9,8 millions d'euros d'annulation des reprises de provisions pour pertes à terminaison et +7,9 millions d'euros d'amortissement du droit d'utilisation issu de la reclassification des provisions pour pertes à terminaison.

3.2. Information par zone géographique

3.2.1. Sur le premier semestre 2020

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2020 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Asie- Pacifique ⁽¹⁾	Europe ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	303,2	283,9	189,2	108,2	98,5	92,5	1 075,4

(1) Principalement Chine et Australie.

(2) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Autriche, Espagne et Belgique.

(3) Principalement Etats-Unis.

3.2.2. Sur le premier semestre 2019

L'information par zone géographique sur le 1^{er} semestre 2019 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Asie- Pacifique ⁽¹⁾	Europe ⁽²⁾	France	Reste du monde	Royaume- Uni	Amérique du Nord ⁽³⁾	Total
Chiffre d'affaires	538,6	472,9	300,6	208,3	171,9	150,0	1 842,3

(1) Principalement Chine et Australie.

(2) Hors France et Royaume-Uni. Principalement Allemagne, Espagne et Autriche.

(3) Principalement Etats-Unis.

3.3. Autres informations

3.3.1. Sur le premier semestre 2020

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2020 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Impact IFRS 16 ⁽²⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	154,0	-16,3	329,6	467,3
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	305,7	-25,9	-35,6	244,3
Investissements corporels et incorporels nets	-84,5	3,5		-81,0
Cash-Flow Disponible	69,5	-12,8	329,6	386,3

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

3.3.2. Sur le premier semestre 2019

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2019 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Impact IFRS 16 ⁽²⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	128,8	-6,5	554,1	676,4
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-62,2	-7,1	33,4	-35,9
Investissements corporels et incorporels nets	-136,6	5,5	0,0	-131,1
Cash-Flow Disponible	-7,8	-1,0	554,1	545,3

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

(2) Impact IFRS 16 sur les loyers core et non core business des sociétés contrôlées.

4. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE ET SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles, les droits d'utilisation et les titres mis en équivalence

Les tests de perte de valeur réalisés au 30 juin 2020 sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation ont conduit à constater en résultat d'exploitation une dotation nette de perte de valeur globale de -14,0 millions d'euros sur les immobilisations incorporelles et corporelles, une reprise nette de provision pour perte à terminaison de +1,4 million d'euros, ainsi qu'une perte de valeur des goodwill pour -48,0 millions d'euros relative à l'UGT Affichage Reste du Monde.

Les tests de perte de valeur sur les goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les droits d'utilisation ont un impact négatif de -55,9 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.

Au 30 juin 2020 aucune perte de valeur n'a été constatée sur les titres mis en équivalence.

Les tests de sensibilité dont les résultats sont présentés ci-dessous ont été réalisés au niveau de chaque business plan de chaque UGT. Lorsqu'une région abrite plusieurs UGT, le test est mené sur chacune des UGT composant la région en question.

- Sur les UGT Affichage Reste du Monde, dont les business plans ont été établis en collaboration avec les directions opérationnelles des sociétés qui composent cette UGT, le test de sensibilité a été réalisé de la façon suivante :
 - Diminution du chiffre d'affaires des années 2022 et suivantes de -10%
- Sur l'UGT aéroport, testée au niveau mondial, et sur les sociétés mises en équivalence, dont l'activité principale est aéroportuaire, le test suivant a été réalisé :
 - Décalage d'une année supplémentaire du retour au niveau des chiffres clefs de 2019, soit un retour au niveau de 2019 en 2024
- Sur les autres UGT, le test de sensibilité a été réalisé de la façon suivante :
 - Décalage d'une année supplémentaire du retour au niveau des chiffres clefs de 2019, soit un retour au niveau de 2019 en 2023.

Les résultats des tests de sensibilité sont les suivants :

- Sur le groupement d'UGT Affichage Reste du Monde, la diminution de 10% du chiffre d'affaires à partir de 2022 entraînerait une perte de valeur de 59,1 millions d'euros sur le goodwill de cette activité et de 36,4 millions d'euros sur les actifs de cette activité,
- Sur l'UGT Aéroports, et sur les sociétés mises en équivalence, dont l'activité principale est aéroportuaire le décalage d'une année du retour à 2019 n'entraînerait pas de perte de valeur,
- Sur les autres UGT, le décalage d'une année du retour à 2019 entraînerait une perte de valeur de moins de 30 millions d'euros sur les goodwill des activités concernées.

4.2. Droits d'utilisation

Les droits d'utilisation s'élèvent à 3 543,2 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2020 contre 3 958,5 millions d'euros au 31 décembre 2019, soit une diminution de 415,3 millions d'euros. La baisse liée principalement à la charge d'amortissement du premier semestre et aux impacts de change est en partie compensée par des nouveaux contrats et renouvellements.

4.3. Autres actifs financiers

Au 30 juin 2020, les autres actifs financiers ont augmenté de 100,0 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019. Cette augmentation est principalement liée au prêt accordé à la société mise en équivalence City Lead Development Ltd dans le cadre de l'acquisition de Clear Media.

4.4. Clients et autres débiteurs

Au 30 juin 2020, les clients et autres débiteurs ont diminué de 354,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019. Cette baisse est principalement liée à la baisse du chiffre d'affaires en lien avec la Covid-19.

4.5. Capitaux propres

Au 30 juin 2020, le capital s'établit à 3 245 684,82 euros divisé en 212 902 810 actions de même catégorie et entièrement libérées. En l'absence d'émission de nouvelles actions sur le premier semestre 2020, il est inchangé par rapport au 31 décembre 2019.

Le Groupe n'a pas accordé de plan d'actions gratuites ou de plan de stock-options au cours du premier semestre 2020.

Le Groupe détient 165 000 actions propres au 30 juin 2020.

L'Assemblée Générale du 14 mai 2020 a décidé l'absence de versement d'un dividende pour chacune des 212 902 810 actions composant le capital social au 31 décembre 2019. Cette décision fait suite à l'annonce du 25 mars 2020 de la décision du Conseil de Surveillance de retirer la proposition de dividende 2019 des résolutions à adopter à l'Assemblée Générale afin, à la fois, de renforcer la liquidité et d'améliorer la flexibilité financière du Groupe pour permettre de profiter des opportunités de marché.

4.6. Dette Financière

En millions d'euros	30/06/2020			31/12/2019		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	770,9	2 183,3	2 954,2	595,7	753,1	1 348,8
Instruments financiers dérivés actifs	-3,1	-0,0	-3,1	-1,1	-0,1	-1,2
Instruments financiers dérivés passifs	0,6	0,0	0,6	3,3	0,0	3,3
Instruments financiers dérivés de couverture (2)	-2,5	-0,0	-2,5	2,2	-0,1	2,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)	1 742,2		1 742,2	149,8		149,8
Concours bancaires	-27,3		-27,3	-7,4		-7,4
Trésorerie nette (3)	1 714,9	0,0	1 714,9	142,4	0,0	142,4
Actifs financiers de trésorerie (**) (4)	58,3	0,0	58,3	83,5	0,0	83,5
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires) (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-1 004,7	2 183,3	1 178,6	372,0	753,0	1 125,0

(*) Au 30 juin 2020, le Groupe dispose de 1 742,2 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie (contre 149,8 millions d'euros au 31 décembre 2019). Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de dépôts à court terme et d'OPCVM monétaires. 8,5 millions d'euros du total de trésorerie et équivalents de trésorerie sont placés en garantie au 30 juin 2020, contre 11,2 millions d'euros au 31 décembre 2019.

(**) Les actifs financiers de trésorerie au 30 juin 2020 sont constitués de 45,4 millions d'euros de placements liquides à court terme (contre 45,2 millions d'euros au 31 décembre 2019) et de 12,8 millions d'euros de trésorerie mise sous séquestre par le Groupe dans le cadre de contrats, trésorerie appartenant au Groupe (contre 38,3 millions d'euros au 31 décembre 2019). Ces actifs financiers ont les caractéristiques principales des équivalents de trésorerie mais ne respectent pas strictement les critères de qualification définis par la norme IAS 7.

L'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait du coût amorti est le suivant (retraitements IFRS 9) :

En millions d'euros	30/06/2020			31/12/2019		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	770,9	2 183,3	2 954,2	595,7	753,1	1 348,8
Impact du coût amorti (Revalorisation IFRS 9) (2)	2,7	8,9	11,6	1,1	3,2	4,3
Dette financière économique (3)=(1)+(2)	773,6	2 192,1	2 965,8	596,7	756,3	1 353,0

Au 30 juin 2020, la dette financière du Groupe comprend principalement :

- des emprunts obligataires portés par JCDecaux SA :
 - o 1 000 millions d'euros émis en avril 2020 dont 500 millions d'euros à échéance octobre 2024 et 500 millions d'euros à échéance avril 2028,
 - o 750 millions d'euros émis en juin 2016 à échéance juin 2023,
 - o 300 millions d'euros émis en octobre 2018 à échéance octobre 2020.
- un prêt bancaire à terme de 150 millions d'euros mis en place en avril 2020 et remboursable en avril 2025,
- des billets de trésorerie pour 386 millions d'euros émis par JCDecaux SA dans le cadre de son programme de Negotiable European Commercial Paper (NEU CP).

Au 30 juin 2020, JCDecaux SA dispose également d'une ligne de crédit revolving confirmée pour un montant de 825 millions d'euros incluant une sous-limite d'un montant maximum de 100 millions d'euros permettant de réaliser des tirages courts le jour même (swingline). A fin juin 2020, cette ligne de crédit revolving était tirée à hauteur de 270 millions d'euros.

Le 2 juillet 2020, la maturité de cette ligne de crédit a été portée à juillet 2025 suite à l'exercice de la première option d'extension.

En cas de notation financière inférieure à Baa3 (Moody's) ou BBB- (Standard and Poor's), la ligne de crédit revolving impose le respect du ratio : dette financière nette / marge opérationnelle strictement inférieur à 3,5.

JCDecaux SA est notée Baa2 avec perspective négative par Moody's depuis le 24 juin 2020 et BBB sous surveillance négative par Standard and Poor's depuis le 31 mars 2020.

4.7. Dettes sur engagements de rachat de minoritaires

Au 30 juin 2020, les dettes sur engagements de rachat de minoritaires ont augmenté de 0,2 million d'euros par rapport au 31 décembre 2019 du fait de l'actualisation. Au cours du premier semestre 2020, un partenaire a exercé un put pour lequel le Groupe conteste la valeur.

4.8. Dettes locatives

Les dettes locatives s'élèvent à 4 156,1 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 4 596,5 millions d'euros au 31 décembre 2019, soit une diminution de 440,4 millions d'euros. La baisse, principalement liée aux remboursements intervenus sur le semestre ainsi qu'aux réductions de loyers fixes et minimums garantis obtenus dans le contexte de la Covid-19 et à l'effet de change, est compensée en partie par des nouveaux contrats et renouvellements.

4.9. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires IFRS s'élève à 968,6 millions d'euros sur le premier semestre 2020 comparativement à 1 651,4 millions d'euros sur le premier semestre 2019, soit un recul de 41,3 % lié à la crise sanitaire du Covid-19. Le chiffre d'affaires IFRS publicitaire s'élève à 846,3 millions d'euros sur le premier semestre 2020 (contre 1 483,0 millions d'euros sur le premier semestre 2019) et le chiffre d'affaires IFRS non publicitaire s'élève à 122,3 millions d'euros sur le premier semestre 2020 (contre 168,4 millions d'euros sur le premier semestre 2019).

4.10. Marge opérationnelle

Au cours du premier semestre 2020, la marge opérationnelle s'élève à 494,3 millions d'euros contre 820,5 millions d'euros sur le premier semestre 2019, soit une diminution de 326,2 millions d'euros, en lien avec la baisse du chiffre d'affaires. La baisse de la marge opérationnelle est limitée par la diminution des redevances du fait des remises obtenues sur les loyers fixes et minimums garantis dans le cadre de la crise de la Covid-19 et de l'impact sur les redevances variables de la baisse d'activité.

4.11. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2020, le résultat d'exploitation s'élève à -212,3 millions d'euros contre 206,0 millions d'euros sur le premier semestre 2019. Cette diminution est principalement liée à la dégradation de 326,2 millions d'euros de la marge opérationnelle ainsi qu'aux charges de dépréciations nettes constatées suite au test de pertes de valeur réalisé au 30 juin 2020, de 48,0 millions d'euros sur les goodwill et de 12,6 millions d'euros sur les actifs corporels et incorporels.

4.12. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2020, le résultat financier s'élève à -82,7 millions d'euros contre -98,5 millions d'euros sur le premier semestre 2019. Cette amélioration provient principalement de la baisse des charges financières sur loyers IFRS 16 pour 15,0 millions d'euros.

4.13. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2020, le Groupe enregistre un produit d'impôt de 43,8 millions d'euros contre une charge de -35,2 millions d'euros sur le premier semestre 2019. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ressort à 17,8 % sur le premier semestre 2020.

4.14. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2020, la quote-part dans les résultats des entreprises associées s'élève à -13,1 millions d'euros contre 8,9 millions d'euros sur le premier semestre 2019, et la quote-part dans les résultats des coentreprises s'élève à -1,6 million d'euros sur le premier semestre 2020 contre 29,5 millions d'euros sur le premier semestre 2019.

4.15. Participations ne donnant pas le contrôle

La part des minoritaires dans le résultat est de -10,8 millions d'euros au cours du premier semestre 2020 contre 14,7 millions d'euros sur le premier semestre 2019. Cette variation est principalement liée à l'effet positif sur le premier semestre 2019 de renégociations de contrats de loyers, et à l'effet négatif sur le premier semestre 2020 de la crise sanitaire du Covid-19.

5. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les principales sources d'évolution significative au niveau des engagements hors-bilan au 30 juin 2020 par rapport au 31 décembre 2019 sont :

- une augmentation de 308,9 millions d'euros des engagements sur les contrats de mise à disposition d'emplacements publicitaires avec droits de substitution substantiels,
- une diminution de 128,5 millions d'euros d'engagements sur les contrats de location signés non démarrés.

6. SAISONNALITÉ

Hors effet Covid-19, l'ensemble des indicateurs opérationnels sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à un niveau d'activité généralement plus faible sur le premier semestre de l'année civile. Au regard des incidences de cette épidémie sur le résultat opérationnel du premier semestre et de son évolution à venir incertaine les résultats intermédiaires au 30 juin 2020 ne sont pas nécessairement représentatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2020.

7. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2020, la principale variation significative dans l'état de situation financière des relations entre le Groupe et les parties liées est une augmentation de 100,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019 des prêts accordés aux sociétés mises en équivalence, en lien principalement avec un prêt de 102,3 millions d'euros pour l'acquisition de Clear Media en Chine. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont en recul par rapport à celles du premier semestre 2019 en lien avec la baisse de l'activité.

Sur le premier semestre 2020, la rémunération des dirigeants enregistre une baisse en lien avec la renonciation des membres du Directoire à 25 % de leur rémunération et des membres du Conseil de Surveillance à 20% de leur rémunération, dans le contexte du Covid-19, ainsi qu'à la démission du Directoire d'un de ses membres et sa nomination au Conseil de Surveillance.

8. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 13 juillet 2020 le Groupe a cédé pour un montant de 2,56 milliards de roubles sa participation minoritaire de 25% dans la société Russ Out of Home BV, la société holding des activités de Russ Outdoor en Russie. Cette cession devrait avoir un impact négatif sur le résultat d'exploitation du second semestre 2020 de l'ordre de -40 millions d'euros du fait du recyclage du change.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

JCDecaux SA

Siège social : 17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2020

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société JCDecaux SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire le 24 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 30 juillet 2020 commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris La Défense, le 30 juillet 2020

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Grégoire Menou
Associé

Frédéric Quélin
Associé

Aymeric de La Morandière
Associé

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe JCDecaux, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

Jean-Charles Decaux

Président du Directoire et Co-Directeur Général